



**PRÉFET  
DE LA GIRONDE**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

**Direction Régionale de l'Environnement,  
de l'Aménagement et du Logement  
Unité Départementale de la Gironde**

### **Arrêté**

**Fixant des prescriptions complémentaires à la société Sable Calcaire Granulats (SCG),  
pour l'exploitation d' une installation de stockage de déchets inertes  
située sur la commune de Martignas sur Jalle**

**Le Préfet de la Gironde  
Officier de la Légion d'Honneur  
Officier de l'Ordre National du Mérite**

**VU le code de l'environnement, notamment ses articles L. 512-7-5, R. 512-46-22 et R. 512-46-23 ;**

**VU l'arrêté ministériel de prescriptions générales du 12 décembre 2014 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations du régime de l'enregistrement relevant de la rubrique n° 2760 de la nomenclature des installations classées ;**

**VU l'arrêté ministériel de prescriptions générales du 12 décembre 2014 relatif aux conditions d'admission des déchets inertes dans les installations relevant des rubriques 2515, 2516, 2517 et dans les installations de stockage de déchets inertes relevant de la rubrique 2760 de la nomenclature des installations classées ;**

**VU le décret en date du 11 janvier 2023 nommant M.Etienne GUYOT préfet de la région Nouvelle Aquitaine, préfet de la zone de défense et de sécurité Sud Ouest, préfet de la Gironde ;**

**VU l'arrêté préfectoral d'enregistrement du 29 février 2016 délivré à la société Sable Calcaire Granulats (SCG) pour l'exploitation d'une installation de stockage de déchets inertes (ISDI) sur le territoire de la commune de Martignas sur Jalle au lieu-dit « Montfaucon » ;**

**VU la demande d'enregistrement initiale déposée en avril 2015 par la société Sable Calcaire Granulats (SCG) et le dossier joint ;**

**VU la modification notable portée à la connaissance du préfet par Sable Calcaire Granulats (SCG) par courrier du 28 août 2025 reçu par l'Inspection des installations classées le 5 novembre 2025 concernant la prolongation de la durée d'exploitation et les conditions de remise en état de l'installation de stockage de déchets inertes et le dossier joint ;**

**VU l'avis du 24 octobre 2025 émis par la mairie de la commune de Martignas sur Jalle sur le projet de modification des conditions de remise en état de l'installation ;**

Cité administrative  
2 rue Jules Ferry – BP 90  
33 090 Bordeaux Cedex  
Tél : 05 47 30 51 51  
[www.gironde.gouv.fr](http://www.gironde.gouv.fr)

**VU** l'acte notarié du 14 juin 2016 attestant que la société Sable Calcaire Granulats (SCG) est propriétaire de la parcelle cadastrale concernée par l'exploitation de l'ISDI, à savoir la parcelle n° 70 de la section C du PLU (Plan Local d'Urbanisme) de la commune de Martignas sur Jalle ;

**VU** le Plan de Prévention des Risques Inondation (PPRI) de la commune de Martignas sur Jalle ;

**VU** le Plan Local d'Urbanisme (PLU) de la commune de Martignas sur Jalle ;

**VU** le rapport de l'inspection chargée des installations classées en date du 12 février 2026;

**VU** le courrier transmis à l'exploitant le 09 février 2026 pour lui permettre de formuler ses observations éventuelles sur le projet d'arrêté préfectoral complémentaire ;

**VU** le courriel de l'exploitant du 11 février 2026 indiquant ne pas avoir d'observations sur le projet d'arrêté préfectoral complémentaire;

**CONSIDÉRANT** que l'ISDI exploitée par SCG sur la commune de Martignas sur Jalle au lieu-dit « Montfaucon » est autorisée à exploiter jusqu'au 29 février 2026 par l'arrêté préfectoral d'enregistrement du 29 février 2016 ;

**CONSIDÉRANT** que l'exploitant sollicite par courrier du 28 août 2025 une prolongation de deux ans de la durée d'exploitation afin de permettre le réaménagement final de l'ISDI ;

**CONSIDÉRANT** que le périmètre administratif de l'installation, la surface du terrain à remblayer, la quantité maximale annuelle de déchets admis au sein de l'installation (en volume et en tonnage) et la capacité totale de stockage (volume et tonnage) restent identiques à ceux définis dans l'arrêté préfectoral d'enregistrement susvisé ;

**CONSIDÉRANT** qu'à ce jour, l'ISDI n'a pas été remise en état selon le réaménagement final prévu par la demande d'enregistrement initiale de 2015 ;

**CONSIDÉRANT** que le remblaiement de l'ISDI a été retardé par la réduction des apports en déchets inertes liée à la baisse du marché dans le domaine de la construction et du bâtiment ;

**CONSIDÉRANT** que l'exploitation avait atteint en août 2025 la septième et dernière phase du plan de phasage joint à la demande d'enregistrement initiale de 2015 ;

**CONSIDÉRANT** que la quantité de déchets stockés au sein de l'ISDI à la fin de l'année 2024 est de 146 430 m<sup>3</sup>, soit 263 574 tonnes, pour une capacité totale de stockage autorisée de 160 000 m<sup>3</sup>, soit 288 000 tonnes, ce qui correspond à un remplissage supérieur à 90 % après 9 ans d'exploitation sur 10 autorisés ;

**CONSIDÉRANT** que les apports restants à effectuer correspondent à environ un an d'exploitation et que la demande de prolongation est cohérente avec les besoins incluant la remise en état ;

**CONSIDÉRANT** que la société SCG a joint à sa demande de modification susvisée un bilan environnemental de l'ISDI portant sur la surveillance des retombées atmosphériques de poussières, la surveillance des émissions sonores et la surveillance de la qualité des eaux souterraines au droit du site et des eaux superficielles (au niveau de la Jalle en amont et en aval du site et au sein du bassin de décantation et du fossé l'alimentant localisé à l'est du terrain) ;

**CONSIDÉRANT** que ce bilan environnemental montre que les impacts liés aux activités exercées par la société SCG sur les différents milieux ne sont pas significatifs et restent limités ;

**CONSIDÉRANT** que, par conséquent, les apports de déchets inertes et les nuisances associées à l'activité seront limités ;

**CONSIDÉRANT** que la demande de prolongation de la durée d'exploitation de l'ISDI n'excède pas deux ans ;

**CONSIDÉRANT** que la société ENGIE GREEN souhaite étendre sa centrale solaire, située au Nord-Est de l'ISDI et mise en service en 2023, aux parcelles voisines, y compris à la parcelle cadastrale sur laquelle est implantée le site exploité par la société SCG ;

**CONSIDÉRANT** que, par conséquent, la société Sable Calcaire Granulats (SCG) sollicite une modification des conditions de remise en état initialement prévues par la demande d'enregistrement susvisée afin de permettre la potentielle mise en place ultérieure de panneaux photovoltaïques, tout en maintenant le respect de la philosophie des attendus en termes de renaturation ;

**CONSIDÉRANT** que la société SCG prévoit un réaménagement final avec une plantation de chênes et d'ajoncs sur le talus ouest, avec conservation du bassin de décantation Sud et du fossé situé à l'Est du terrain et que, contrairement à la demande d'enregistrement initiale susvisée, aucune plantation ne sera réalisée au droit de la plateforme de stockage ainsi que sur le talus Est du terrain (seule de la végétation basse pourra se développer sans intervention anthropique) ;

**CONSIDÉRANT** que la parcelle cadastrale sur laquelle est implantée l'ISDI (n° 70 de la section C) ne fait pas l'objet de compensation de reboisement en lien avec l'ancienne carrière ;

**CONSIDÉRANT** que la mairie de Martignas sur Jalle a émis un avis favorable au projet de modifications de remise en état du terrain ;

**CONSIDÉRANT** que la modification des conditions de remise en état du terrain ne prévoit pas de modification topographique par rapport au projet initial décrit dans la demande d'enregistrement susvisée et que, par conséquent, la conformité au règlement du PPRI susvisé démontrée dans cette même demande d'enregistrement n'est pas remise en cause ;

**CONSIDÉRANT** que l'installation reste en dehors du périmètre de la zone Natura 2000 située à l'Ouest du site et que le talus Ouest, jouxtant le bourrelet protégeant la zone Natura 2000 et ses boisements humides, est conservé et sera planté de chênes et d'ajoncs afin de maintenir une continuité écologique et paysagère, comme prévu dans la demande d'enregistrement initiale susvisée ;

**CONSIDÉRANT** que le projet de modification des conditions de remise en état ne remet pas en cause la conformité au règlement du PLU de la commune de Martignas sur Jalle ;

**CONSIDÉRANT** que le projet de modification ne constitue pas une modification substantielle de la demande d'enregistrement au sens du II de l'article R. 512-46-23 du code de l'environnement ;

**CONSIDÉRANT** qu'afin de préserver les intérêts mentionnés aux articles au L. 211-1 et L. 511-1 du code de l'environnement, il y a lieu de fixer des prescriptions complémentaires ;

**SUR** proposition de Monsieur le Secrétaire Général de la préfecture de Gironde,

## **ARRÊTE**

### **ARTICLE 1 — BÉNÉFICIAIRE ET GÉNÉRALITÉS**

Sable Calcaire Granulats (SCG), dont le n° SIRET est 520 312 505 00016 et dont le siège social est situé à Immeuble du Pont d'Aquitaine, Rue Cantelaudette 33310 LORMONT, autorisée à exploiter une installation de stockage de déchets inertes sur le territoire de la commune de Martignas sur Jalle à l'adresse suivante lieu-dit « Montfaucon » (parcelle C 70 pp), est tenue de respecter, dans le cadre des modifications des installations portées à la connaissance du Préfet, les dispositions des articles suivants.

## ARTICLE 2 — DURÉE D'EXPLOITATION

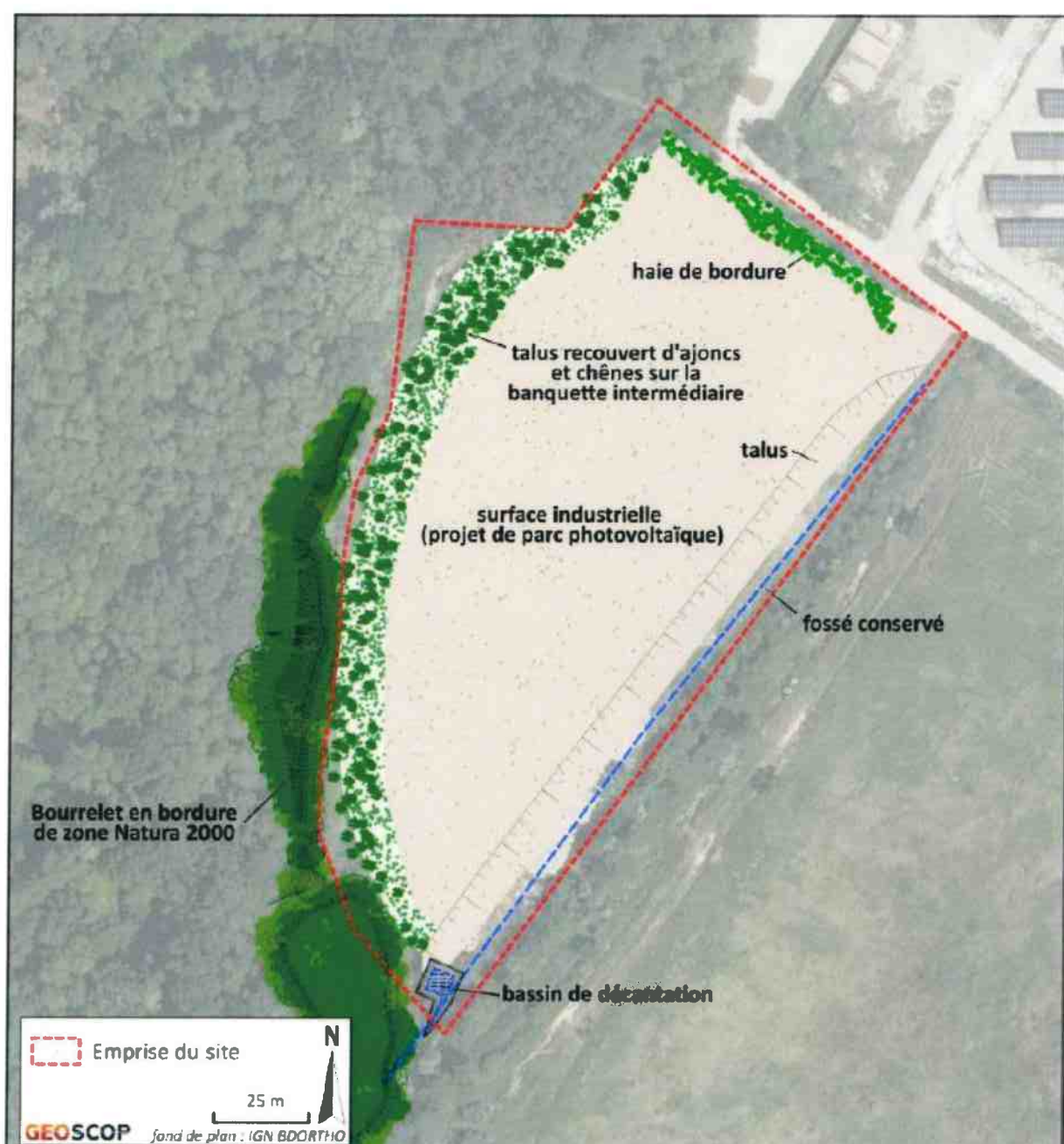
Les dispositions de deuxième alinéa de l'article n° 1.1.1 de l'arrêté préfectoral d'enregistrement du 29 février 2016 susvisé sont complétées par les dispositions suivantes :

« L'exploitation est prolongée pour une durée de deux ans incluant la remise en état du site et à compter de l'échéance de l'autorisation d'exploiter actée par l'arrêté préfectoral d'enregistrement du 29 février 2016, soit jusqu'au 29 février 2028. »

## ARTICLE 3 — REMISE EN ÉTAT

Les dispositions de deuxième alinéa de l'article n° 1.4.4 de l'arrêté préfectoral d'enregistrement du 29 février 2016 susvisé sont remplacées par les dispositions suivantes :

« Après l'arrêt définitif des installations, le site est réaménagé suivant le descriptif du dossier de demande de modification des conditions de remise en état d'octobre 2025 référencé « 25\_11.15\_JPU ». La remise en état correspond au plan suivant :





## ARTICLE 4 — PUBLICITÉ

Conformément aux dispositions de l'article R.512-46-24 du code de l'environnement, le présent arrêté fait l'objet des mêmes mesures de publicité que celles prévues par l'article R.181-44 pour l'arrêté d'autorisation environnementale.

En vue de l'information des tiers :

1° Une copie du présent arrêté est déposée à la mairie de la commune d'implantation du projet et peut y être consultée ;

2° Un extrait du présent arrêté est affiché à la mairie de la commune d'implantation du projet pendant une durée minimum d'un mois ; procès-verbal de l'accomplissement de cette formalité est dressé par les soins du maire ;

3° L'arrêté est publié sur le site internet des services de l'État en Gironde ([www.gironde.gouv.fr](http://www.gironde.gouv.fr)) pendant une durée minimale de quatre mois.

L'information des tiers s'effectue dans le respect du secret de la défense nationale, du secret industriel et de tout secret protégé par la loi.

## ARTICLE 5 — DÉLAIS ET VOIES DE RECOURS

Le présent arrêté est soumis à un contentieux de pleine juridiction. Conformément à l'article R.514-3-1 du code de l'environnement, il peut être déféré à la juridiction administrative compétente, le tribunal administratif de Bordeaux :

1° Par les tiers intéressés en raison des inconvénients ou des dangers que le fonctionnement de l'installation présente pour les intérêts mentionnés aux articles L.211-1 et L.511-1 dans un délai de deux mois à compter du premier jour de la publication ou de l'affichage de ces décisions ;

2° Par les demandeurs ou exploitants, dans un délai de deux mois à compter de la date à laquelle la décision leur a été notifiée.

Toute décision administrative peut faire l'objet, dans le délai imparti pour l'introduction d'un recours contentieux, d'un recours gracieux ou hiérarchique qui interrompt le cours de ce délai

Le tribunal administratif peut être saisi par l'application informatique « Télérécours citoyens » accessible par le site internet « [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr) ».

## ARTICLE 6 — EXÉCUTION

Le présent arrêté est notifié à Sable Calcaire Granulats (SCG).

Une copie sera adressée à :

- Monsieur le Secrétaire Général de la Préfecture de la Gironde,
  - Monsieur le Directeur Régional de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement de Nouvelle-Aquitaine,
  - Monsieur le Maire de la commune de Martignas sur Jalle,
- qui seront chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'application du présent arrêté.

Bordeaux, le 17 FEV. 2026

Le Préfet

Pour le Préfet  
Le Sous-Préfet / Secrétaire de cabinet,

Grégory LECRU